

QUE FAIRE?

Marianne Verville / e-toile.org



- 15 mars.** Artistes, écrivains et slameurs sont invités à la prochaine **soirée des Quinzes**, qui se déroulera au Centre de diffusion ArtFocus (94, rue King Ouest) dès 19h. Pour l'édition du mois de mars de ce cercle d'écriture, un atelier de slam sera donné par le champion actuel de la Ligue Québécoise de Slam, David Goudreault. Au menu : prestation, stratégies, écriture de slams et micro-ouvert, le tout gratuitement! Visitez le www.realis-qc.org pour plus de détails.
- 18**, 19, 24, 25 et 26 mars. Le théâtre a ses raisons que L'Abattoir ne connaît pas. Voilà le slogan de la troupe L'Abattoir, qui présentera sa troisième création, **L'anti-plage**, à 20h, au Théâtre Léonard-St-Laurent (200, rue Peel). Cette pièce, qualifiée d'hypertragédie absurde en cinq actes, se résume ainsi : « Sur une plage déserte, huit touristes se font bronzer quand ils ne sont pas occupés à rejouer leur mort. » De quoi intriguer, n'est-ce pas?
- 18 mars.** La salle Alfred-Desrochers du Cégep de Sherbrooke (475, rue du Parc) suivra dès 20h le rythme des slams de **David Goudreault**, qui y lancera son deuxième album, **ApprofonDire**. Accompagné en musique par trois de ses nombreux collaborateurs (Sébastien Corriveau, Anais Constantin et Dominique Rheault), il présentera ses textes à la fois crus et sensibles, tantôt en musique, tantôt a capella. Plus d'informations au www.davidgoudreault.org.
- 20 et 21 mars.** Cette année, on célèbre la **Journée mondiale de la poésie** dans les Cantons-de-l'Est. Deux journées d'activités poétiques sont organisées par l'Association des auteurs et auteures des Cantons de l'Est, la Salle du Parvis et le Regroupement des artistes littéraires de Sherbrooke. Un large cercle d'écriture aura lieu le dimanche, en après-midi, alors que le lundi soir, une soirée de poésie réunira une quinzaine d'artistes poétiques d'horizons divers. Rendez-vous à la toute nouvelle Salle du Parvis (987, rue du Conseil)!
- 26 mars.** Le **Collectif LaboKracBoom** et le **Collectif ReCirque** présentent le Cabaret KracBoom, un cabaret-spectacle époustouflant qui aura lieu à partir de 20h, au 860, boulevard Queen-Victoria. Des artistes des régions de Sherbrooke, Montréal et Québec offriront des prestations de cirque, de danse et de slam. Le Fruit et Les Chics Clochards termineront cette soirée explosive en vous faisant vibrer au son de leur musique. Un événement éclaté à ne pas manquer!
- 4 avril.** Le Café Aragon (1497, rue Galt Ouest) est pris d'assaut par des **5 à 7 qui content!** Cette soirée hautement littéraire sera menée par la conteuse Marie Lupien-Durocher. Venez déguster ses contes préférés, puis apprenez-en davantage sur son imaginaire bien rempli. Voilà une soirée carte blanche qui ravira les oreilles! Prévoyez votre contribution volontaire. Plus de détails au www.productionslittorale.com.
- 7 avril.** La Salle du Tremplin (97, rue Wellington Sud) vibrera dès 20h au rythme des poètes venus s'affronter amicalement à la **joute mensuelle de Slam du Tremplin**. Toujours animée par Frank Poule, cette 7e et dernière soirée de compétition avant les demi-finales, début mai, permettra aussi aux slameurs et slameuses du public de se démarquer lors d'un micro-ouvert. Amenez vos textes et laissez-vous poétiser!

ENTRÉE LIBRE

JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE SHERBROOKE

GRATUIT

Mars 2011 // vol.26 // No.2 // 152^e numéro



LEVER LE VOILE SUR BEYROUTH

Page 2



LES MUNICIPALITÉS DANS LA TOURMENTE

Page 4



UN MARIAGE INDIEN

Page 6



Photo : Romy Schlegel

LEVER LE VOILE SUR BEYROUTH

Romy Schlegel

« En voyage, les premières impressions sont rarement les bonnes. On y apprend l'humilité : celle de s'être trompé, celle de recommencer, celle de tout repenser. »

SIX MOIS DEVANT MOI. METTRE LES VOILES POUR LE LIBAN ET LE MOYEN-ORIENT, EN SOLITAIRE, DANS LE SUFFOCANT MOIS D'AOÛT QUI CORRESPOND AUSSI, PAR UN HASARD DONT JE NE SAIS S'IL EST HEUREUX OU PAS, AU CONTRAIGNANT MOIS DU RAMADAN. UN PÉRIPLÉ QUI SEMBLAIT N'ENCHANTER QUE MOI, MES AMIS ET MA FAMILLE CROYANT QUE JE ME FERAIS CONFISQUER AUX DOUANES DU PAYS D'ALI BABA ET DES BAKLAVAS. AVIS GOUVERNEMENTAUX, DÉSARROIS AMICAUX ET GRANDS TITRES DE JOURNAUX NE FAISAIENT QU'AUGMENTER MA DÉTERMINATION À LEVER LE VOILE SUR LEURS PRÉJUGÉS... SUR MES PRÉJUGÉS?

En voyage, les premières impressions sont rarement les bonnes. On y apprend l'humilité : celle de s'être trompé, celle de recommencer, celle de tout repenser. Il suffit d'un peu de temps, le temps de s'avouer que notre regard cherche ce qui conforte nos stéréotypes les plus inavoués. Mes questions orientaient les réponses, mon œil poursuivait les clichés, et mon appareil-photo cliquait sur le choquant, sur les burqas, sur le mordant. Mais le voyage est éphémère; toujours plus, jamais assez, on en vient à se demander ce que l'on cherche dans ces contrées qui nous semblent si lointaines.

Mon pied-à-terre était à Beyrouth, dans « les Libans », puits d'intérêt sans fond pour la politologue et la médiatrice interculturelle que je suis. C'est un pays si petit qu'il est difficilement imaginable de pouvoir y retrouver autant de frontières, qu'elles soient politiques, sociales, religieuses ou ethniques. Chaque quartier et chaque région est un pays, trop petit pour être divisé et pourtant trop grand pour être avalé; on se retrouve devant un casse-tête de morceaux si différents qu'il semble impossible de pouvoir les assembler. Je croyais aller m'embarquer à mon tour dans ce chaos que seul le Liban sait créer, mais j'ai bien vite compris que trop ont essayé et que tous ont échoué.

Je ne m'y aventure même pas : l'échec, mon orgueil ne l'accepte pas. Mais surtout, mon attention a divagué. Une autre réalité est venue me frapper, quelque chose que j'en étais presque venue à oublier : le fait d'être femme m'a ratrapée. Au Québec, ça me semble plutôt simple. Nous sommes filles de nos mères qui se sont libérées, émancipées; les lois sont claires, les mœurs aussi. Là-bas, l'équation aurait été simple si, comme dans les clichés, la femme orientale n'était que bercée par les dictats de ses pères, de ses frères et de son mari. Elle serait alors venue vers moi quand je passais dans son village, elle aurait jaloué ma liberté, admiré ma volubilité, levé le voile sur sa réalité pour ensuite le rabaisser, une fois mes questions posées et mon article publié.

La réalité est si différente qu'il est laborieux de vraiment vous la partager et, surtout, parler d'une seule vérité serait vous mentir... mais qui n'a jamais péché! Je peux vous raconter Beyrouth. Nous sommes sur la Corniche, avenue pédestre au bord de la

Méditerranée. L'ensemble de l'échiquier féminin s'y côtoie, de la burqa hostile au hijab subtil, mêlés aux talons trop hauts et aux décolletés sans fond. Certaines en montrent trop, d'autres ne découvrent rien, mais elles sont toutes, sans exception, impeccables, belles, sexy.

Le portrait est parfait et le monde arabe en entier vient l'admirer, prendre des bouffées de liberté sexuée à Beyrouth. On lorgne cette ville, tout comme on contemple ses femmes. Comme le décrivait une auteure libanaise, le raffinement festif mêlé à cette liberté à l'insouciance ravageuse fait en sorte que tout le monde la veut : la ville, et ses femmes. Trop libres, trop intelligentes, trop capricieuses, elles effraient. Personne ne comprend comment elles réussissent à valser entre la mode occidentale et les mœurs locales, entre envies hollywoodiennes et ressources du tiers-monde, entre nuits au club et jours en famille, entre tradition religieuse et modernité nihiliste, entre pute et vierge, entre naïveté et machiavélisme. Elles

ont des contraintes doubles, des lois doubles; elles doivent répondre à l'un et à son contraire, et elles le font avec une telle aisance qu'elles ne se rendent plus compte combien leur tâche est complexe.

Je ne sais si je les jalouse, les plaint, les envie, mais je sais qu'être femme au Liban est digne d'un grand rôle dans un film à l'énigme trop complexe pour le spectateur non avisé.

**ÉCRIVEZ-NOUS AFIN DE
DONNER VOTRE PROPRE
OPINION SUR LE SUJET**

ABONNEMENT DE SOUTIEN

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer!

Régulier : 15 \$ Institutions, organismes : 20 \$

Ci-joint, un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour 8 numéros pendant 1 an.
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z7

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

**VOUS AVEZ DES COMMENTAIRES
OU DES SUGGESTIONS SUR
LES ARTICLES D'ENTRÉE LIBRE?
ÉCRIVEZ-NOUS!**

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Tél. : 819.821.2270 j.entree.libre@gmail.com



j'ai dans la bouche les mots de
toutes celles
leurs dents acérées
qui déchirent le ciel
qui déchirent les sons au passage
des lèvres
et dans la poitrine leurs poulx
polymorphe
je m'accorde au pluriel
de toutes nos forces

car j'ai le cœur bullet proof
en mémoire de la guerre
meurtrie
et la peine meurtrière
en mémoire de celles qui n'ont
jamais croisé le fer
récalcitrantes femmes mères
I recall, don't you?

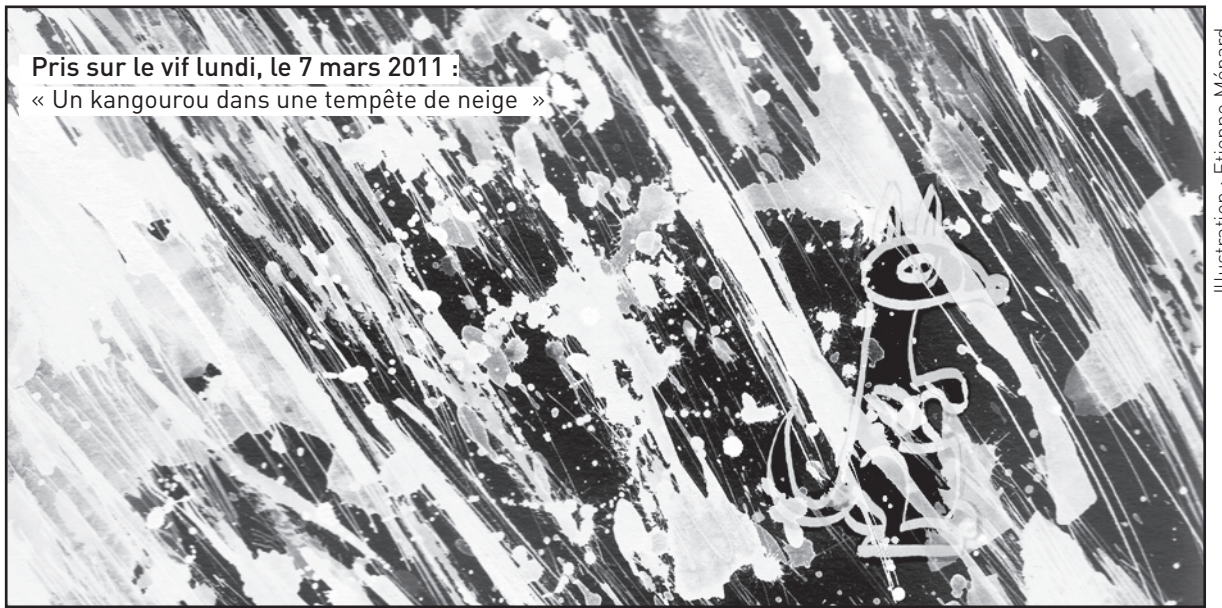
ces femmes sans frontières
ouvrières
les mains grandes ouvertes
et le son des moteurs qui rugit

qui rumine
de fausses rumeurs
qui remâche ramasse
les rêves en p'tits tas
en p'tits trésors
en attentats
le silence dort
quand le ciel vole bas

et puis je m'étends de tout mon
long sur l'histoire
en te disant tout bas
ne m'épargne pas
m'épargner serait me garder
pour toi
tout au creux d'un tiroir
tirer un trait sur la mémoire
r e g a r d e - m o i
ma peau est un miroir
et je suis au moins aussi grande
que toi
car tout entier tu peux t'y voir

Sophie Jeukens

Pris sur le vif lundi, le 7 mars 2011 :
« Un kangourou dans une tempête de neige »



BILLET

PAUVRE PKP

Claude Dostie Jr

LE PLUS ABSURDE DANS LE RÉCENT CONFLIT AU JOURNAL DE MONTRÉAL, CE N'EST PAS L'INACTION DE NOTRE GOUVERNEMENT FACE AUX TACTIQUES DE PKP QUI VIOLAIENT, SINON LA LETTRE, DU MOINS L'ESPRIT DES DISPOSITIONS ANTI-BRISEURS DE GRÈVE DU CODE DU TRAVAIL.

(Il faut dire que l'obsolescence de la loi n'est pas vraiment un sujet débattu. Même Michel Kelly-Gagnon, président-farceur de l'Institut économique de la grosse-joke, écrivait que la manière qu'avait Québecor de continuer d'engranger les profits même en lock-out n'était pas un incitatif au compromis. Le fait est qu'un employeur ne peut, en cas de conflit, qu'utiliser des cadres pour remplacer les employés. Cette disposition concerne exclusivement le « lieu de travail ». Donc, une société multinationale peut très bien décider de transférer sa production ailleurs. Pour Québecor, cet ailleurs, c'était son agence QMI, mise sur pied – surprise! – quelque temps avant le lock-out.)

Non, le plus absurde, c'est d'entendre PKP, ce titan des médias, se plaindre du pouvoir des syndicats. En effet, depuis deux ans, PKP n'a de cesse de dénoncer la « mauvaise foi » du syndicat. Au début janvier, il était tout

triste quand il déplorait, dans Le Devoir, le « déséquilibre notoire du Code du travail en faveur des organisations syndicales ». Il fallait voir, au début de l'année, sa bouille attendrissante sur la photo accompagnant l'article de la chroniqueuse Josée Blanchette. Il lui aurait dit qu'il voulait « changer le Québec », qu'il souhaitait « aider » son pays.

Au début de février, PKP se présentait en commission parlementaire chargée d'étudier une réforme du Code du travail. Il se disait alors inquiet pour l'avenir du Québec. Il croyait que des entreprises allaient peut-être être « effrayées » de s'installer au Québec pour venir créer de cette proverbiale richesse dont on a tant besoin. Citons-le : « Je ne veux pas être pessimiste, mais je suis inquiet, je suis très inquiet... »

Dans une lettre à Gil Courtemanche, lui aussi du Devoir, PKP était choqué

noir. Il s'indignait du fait que ses employés en lock-out gagnent, même en conflit, quelque 44 000 \$ par année. Il a ajouté des majuscules dans son texte pour spécifier que c'était là une rémunération NETTE. Cela est évidemment, de son point de vue, un petit scandale qui mérite d'être mis au jour. Il ajoute – parce qu'il sait compter – que c'est là plus que la moyenne de rémunération « BRUTE » des travailleurs canadiens.

Bizarre comme PKP sonne comme un certain mouvement de droite qui se dit persécuté par une gauche radio-canadienne plateauiste omniprésente. Comme si le Québec était un goulag pour tous ces bons citoyens corporatifs.

Néanmoins, le conflit de travail au Journal de Montréal est terminé et seuls 63 des employés en lock-out (sur 253) retourneront travailler pour PKP. Celui-ci vient de mettre à genoux la deuxième plus grande centrale syndicale au Québec et – ah oui! – il a empêché une rémunération totale de 8 492 999 \$ en 2009. Ça doit rendre la persécution un peu plus tolérable... non?

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : 819.821.2270
j.entree.libre@gmail.com

TIRAGE : 9500

Équipe de rédaction

Sylvain Bérubé
Alison Jane Brunette
Ludivine Caussan
Claude Dostie
Annie Forest
Michaël Prince
Collaborateurs
Romy Schlegel
Sophie Jeukens
Dominique Scali
Gabrielle Gagnon
Jean-Martin Veilleux
Nastassia Williams
Martin Gardner & Francis Poulin
Sylvain Robert

Mise en page

Etienne Ménard

Correction

Sophie Jeukens

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : Payette & Simms inc.

Graphisme de la nouvelle maquette :

Studio Stage 2010

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 4e trimestre 2009

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François.



LES MUNICIPALITÉS DANS LA TOURMENTE

Alison Jane Brunette

« UN CLIMAT DE SUSPICION ET DE MOROSITÉ RÈGNE EN CE MOMENT DANS LE MILIEU MUNICIPAL. » C'EST LE CONSTAT DU PRÉSIDENT DE L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC (UMQ) ET MAIRE DE RIMOUSKI, ÉRIC FOREST, EN TOURNÉE DANS LES RÉGIONS DE LA PROVINCE. SELON M. FOREST, IL Y A EN CE MOMENT TROIS ENJEUX MAJEURS POUR LES MUNICIPALITÉS ET IL CONVIE LE QUÉBEC À UN SOMMET, LE 19 MARS PROCHAIN, POUR EN DISCUTER.

L'augmentation de la TVQ est le premier point à l'ordre du jour. « L'entente de partenariat fiscal et financier prévoit le remboursement aux municipalités des montants de TVQ payés sur leurs achats de biens et services. Ce remboursement doit atteindre un pourcentage de 100 % en 2014. Cependant, lors du dépôt de son budget 2010-2011, le gouvernement du Québec a annoncé l'augmentation de la TVQ d'un point de pourcentage en 2011 et d'un autre point en 2012, pour atteindre un taux de 9,5 % », explique-t-il.

Bref, les municipalités auront à payer les deux pour cent d'augmentation de leurs propres poches, ce qui représente, selon M. Forest, une perte de 19 millions de dollars pour la région de l'Estrie, et un trou d'un milliard de dollars dans les coffres de l'ensemble des municipalités de la province cette année.

Le deuxième point dont souhaite discuter M. Forest a trait aux pertes financières des municipalités liées à la compensation des coûts de la collecte sélective municipale. « L'entente de partenariat fiscal et financier prévoyait une compensation de 100% pour la collecte sélective municipale en 2010. Toutefois, le projet de loi 88 concernant la gestion des matières résiduelles, déposé à l'Assemblée nationale en mars 2010, ne répond pas à cet engagement. » Selon une analyse financière détaillée de l'UMQ, seulement 36 % des sommes ont été remboursées par le gouvernement provincial l'an dernier.

Le troisième sujet de discussion du sommet du 19 mars est peut-être celui qui rejoindra le plus les citoyens. Il s'agit de la loi qui régit les compagnies minières et les compagnies d'exploration qui, selon M. Forest, donne la primauté à ces entreprises et enlève aux municipalités la liberté d'aménager leur propre territoire face aux compagnies minières.

Par exemple, en Estrie, la municipalité d'East Angus n'a appris qu'une compagnie minière s'intéressait à son sous-sol qu'après avoir reçu une carte géographique de son territoire.

Le directeur général de la Ville, Normand Graillon, se dit perturbé par le fait que, même si la municipalité voulait empêcher ce projet, elle ne le pourrait pas. De plus, ce qui inquiète certains, c'est qu'une société peut avancer dans ses démarches sans s'identifier, ni même préciser ce qu'elle cherche. « On aimerait au moins savoir ce qui se passe sur notre propre territoire », affirme M. Graillon.

Une société a également déposé une demande au Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) pour obtenir des droits miniers dans le canton de Lingwick. Comme à East Angus, la municipalité a indiqué les endroits qu'elle souhaitait exclure de la zone d'exploration minière, dont tous les terrains municipaux, soit le centre communautaire, la caserne et le garage municipal. Elle a aussi demandé au gouvernement de restreindre l'accès aux cimetières, aux églises ainsi qu'à



Photo : Sylvain Robert

quelques édifices patrimoniaux qui sont situés sur le territoire.

Nicolas Bégin, porte-parole du MRNF, explique « qu'une municipalité n'a pas le pouvoir de refuser une demande de titre minier et quand une compagnie fait la demande pour un titre ou un claim auprès du ministère, son identité reste confidentielle jusqu'à ce que le titre soit émis. »

Pour ce qui est des terres privées, un titre minier donne l'exclusivité d'exploration à une société, mais ne donne pas accès au territoire pour l'exploitation. Aussi, M. Bégin explique-t-il que c'est seulement après plusieurs années de recherche, des études de faisabilité, des forages et des études de rentabilité que le gouvernement accorderait un bail minier qui donnerait le droit d'exploiter dans ces endroits.

Pour les résidents de Saint-Camille, ces promesses de délai avant qu'un bail soit émis ne sont pas réconfortantes. Au mois de décembre dernier, ils ont appris que la société Bowmore Exploration, de Montréal, procédait à des analyses de sol et à de l'exploration aérienne sur leur territoire depuis deux ans déjà. Selon le président de Bowmore Exploration, Paul Dumas, la société veut

maintenant passer à la prochaine phase. « Nous voulons extraire des carottes pour voir s'il y a des minéraux, et en quelle quantité », affirme-t-il.

Cependant, lors d'une première rencontre avec le maire de Saint-Camille et le comité de citoyens Mine de Rien, M. Dumas a promis de ne pas explorer les terres dont les propriétaires ne sont pas d'accord. « Si on trouve qu'une majorité de citoyens ne sont pas d'accord avec un tel projet, nous allons amener nos investissements ailleurs. Nous avons d'autres projets dans la région. » Mais pour l'instant, l'exploration à Saint-Camille va aller de l'avant, car, selon M. Dumas, certains citoyens ont permis à Bowmore Exploration d'accéder à leur terrain en échange d'une compensation financière.

Joël Nadeau, porte-parole du comité Mine de Rien, se dit heureux d'avoir eu une première rencontre avec M. Dumas, mais il reste sceptique face aux promesses du président de Bowmore. « Ça reste que M. Dumas a carte blanche pour explorer comme il le veut ici, déplore-t-il.

Maire de Saint-Camille, Benoît Bourrassa est aussi très inquiet. « Depuis vingt ans, la municipa-

lité travaille pour attirer des nouvelles familles, et on a eu du succès justement parce que les gens, ici, ont une vision de développement durable, ce qui se voit avec plus d'une dizaine de projets de coopératives et des entreprises familiales, entre autres. J'ai peur qu'un projet minier puisse faire fuir les gens », dit-il.

Évidemment, l'exploration ne signifie pas qu'un projet minier verra le jour. Pour messieurs Dumas et Bégin, la possibilité qu'on exploite le minerai à Saint-Camille est minime et se concrétiserait beaucoup trop loin dans l'avenir pour qu'on en parle en ce moment.

Mais certains citoyens de Saint-Camille ont en tête l'expérience de Malartic, où 200 foyers ont été déplacés pour créer une mine d'or à ciel ouvert, mise en activité l'an dernier. M. Ken Massé était parmi les résidents qui devaient partir. Quand il a refusé, sa plainte s'est rendue en Cour Supérieure du Québec, où un juge a rendu une décision en faveur de la mine. Alors qu'il refusait de sortir de chez lui malgré cette décision, des policiers l'ont sorti de force de sa maison, qui a ensuite été détruite.



187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

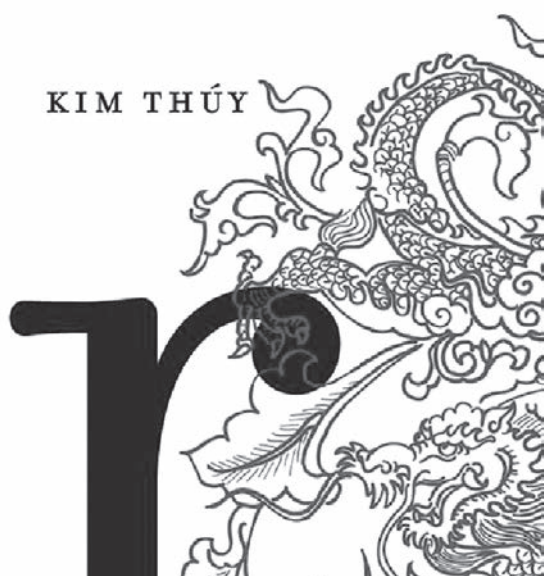
• Des ressources à découvrir • Des alternatives à offrir • Une force en devenir

LeFaitOut

chocolaterie | pâtisserie

90 rue Alexandre, Sherbrooke J1H 4S6

819.791.4203



L'ADMIRABLE RUISSEAU DE KIM THUY

Gabrielle Gagnon

LEUR VIETNAM NATAL DÉCHIRÉ DU NORD AU SUD, KIM THÚY ET SA FAMILLE L'ONT FUI, IL Y A UNE TRENTAINE D'ANNÉES, EN COMPAGNIE DE BOAT PEOPLE. DE LA LONGUE TRAVERSÉE À FOND DE CALE AU CAMP DE RÉFUGIÉS, À LA VUE ÉBLOUISANTE DES PREMIÈRES NEIGES QUÉBÉCOISES, CE RÉCIT LUMINEUX NOUS PLONGE DANS LA MÉMOIRE FRAGMENTÉE D'UNE FEMME DE PAIX AYANT VÉCU L'EXIL ET L'ENRACINEMENT.

En français, ru signifie « petit ruisseau » et « écoulement », tandis qu'il est synonyme de « berceuse », de « bercer » en vietnamien. Paru en 2009, le premier roman de Kim Thúy a été encensé par la critique et s'est vu primé à plusieurs reprises. À la lecture de ce court roman, on ne peut qu'acquiescer au choix des jurés, tant l'auteure parvient à nous toucher par sa plume délicate et poétique. Au fil des pages, elle entremêle habilement, par bribes anecdotiques, les moult rencontres et moments charnières de son parcours de résiliente.

« Je n'ai pas crié ni pleuré quand on m'a annoncé que mon fils Henri était emprisonné dans son monde [...] Il est aussi de ces enfants qu'il faut aimer de loin, sans les toucher, sans les embrasser, sans leur sourire parce que chacun de leurs sens serait violenté tour à tour par l'odeur de notre peau, par l'intensité de notre voix, par la texture de nos cheveux, par le bruit de notre cœur. »

Cette manière qu'a Kim Thúy de dépeindre les situations et les personnages qui l'entourent bouleverse, tant elle est empreinte de pudeur et de beauté.

Avocate, traductrice, restauratrice... cette Vietnamiennne naturalisée Québécoise semble avoir exercé tous les métiers avant de se consacrer à l'écriture de son premier roman. De Kim Thúy, je retiens l'incroyable sagesse d'une battante au fil des épreuves vécues, et le modèle inspirant d'une intégration réussie, dont le point culminant est sans conteste l'achèvement d'un récit dans une langue jadis étrangère qu'elle a su entièrement faire sienne. Forte de cette première expérience, l'auteure aurait d'ailleurs déjà entrepris la rédaction de son second manuscrit.

Thúy, Kim. Ru, Libre Expression, Montréal, 2009, 145 p.



À ta défense des prestataires d'assurance-chômage en Estrie

**RENCONTRE PUBLIQUE D'INFORMATION
CHAQUE MERCREDI SOIR À 19H**

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

www.lemce.org

« Actif depuis 1980 »

819.566.5811

LA PROSTITUTION : LA PLUS VIEILLE IMPOSTURE DU MONDE

Jean-Martin Veilleux

DANS L'IMPOSTURE, ÈVE LAMONT, LA RÉALISATRICE DE SQUAT! ET DE PAS DE PAYS SANS PAYSANS, CONTRIBUE UNE FOIS DE PLUS, AVEC SES TALENTS DE CINÉASTE, AU DÉBAT SOCIAL, EN FILMANT CETTE FOIS-CI LA VIE DE FEMMES AYANT QUITTÉ LA PROSTITUTION.

Pour Ève Lamont, l'imposture, c'est de tenter de faire croire que la prostitution est un métier comme les autres, qu'on peut librement l'adopter et le quitter.

Le documentaire est le fruit de plusieurs années de travail à recueillir, à Québec, Ottawa et Montréal, les témoignages souvent touchants de quelque 75 femmes âgées entre 20 et 50 ans qui ont vécu ou qui vivent toujours de la prostitution. « Le but du film était de donner la parole [aux prostituées] et de voir leur réalité sans faire de voyeurisme, de sensationnalisme et de misérabilisme, même si nous savons que la réalité est bien pire », explique la réalisatrice.

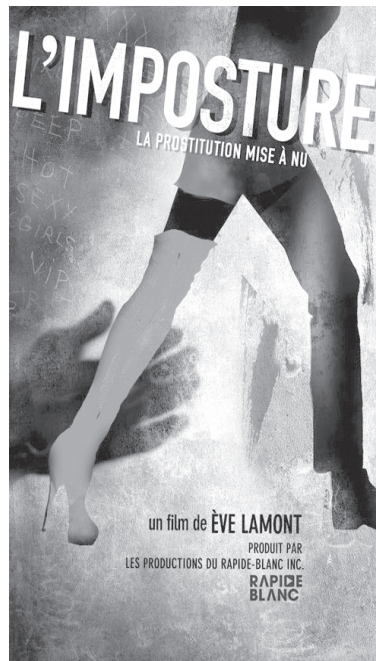
Tandis qu'une caméra « de proximité » dépeint leur environnement, ces femmes partagent, tout au long du film, ce qui les a menées à vendre leur corps, ce qu'elles ont subi durant ces années et ce qui les en a fait sortir. « Au début mon proxénète m'aidait, me séduisait, et quand je ne travaillais plus assez, il devenait violent, contrôlant », raconte l'une d'elles, pour finalement conclure : « dans le fond, la prostitution, c'est de te laisser violer pour de l'argent. » Pour certaines, les stigmates pèsent encore. « Les gens continuent de me juger, de me traiter de pute même si c'est une vie que j'ai laissée derrière moi », confie une femme.

La réalisatrice confesse avoir été « abasourdie par l'ampleur de la violence subie par ces femmes, par tous les intoxicants qu'elles

consomment pour "geler leurs émotions" et à quel point il est difficile de sortir de cet engrenage. »

UN FILM POUR L'ABOLITION DE LA PROSTITUTION

Dans le débat social sur la prostitution, on peut identifier trois positions : les prohibitionnistes,



qui veulent interdire et réprimer la prostitution et les prostituées; les réglemmentaristes, qui veulent décriminaliser la prostitution et en faire un métier réglementé comme les autres; et les abolitionnistes, qui veulent la disparition de la prostitution, sans aucune répression contre les personnes prostituées.

Alors que le récent jugement Himel, en Ontario, suggère de décriminaliser la prostitution et le

proxénétisme, les positions en faveur de la réglementation de la prostitution gagnent aussi en popularité. La réalisation et la diffusion, à l'échelle internationale, de films issus de cette tendance le laissent paraître : Silver Girl, portant sur des prostituées allemandes de l'âge d'or, présentées comme épanouies et heureuses, Les Travailleu(r)ses du Sexe, en France, Année bissexile et Dirty Paradise. Selon Ève Lamont, « on ne compte plus tous les films de fiction, réalisés ici et ailleurs, qui se délectent des images pornos et de la femme-marchandise, et qui idéalisent la prostitution. »

Lamont ne s'inscrit clairement pas dans cette tendance. Plusieurs témoignages viennent appuyer la thèse de la cinéaste. Par exemple, Rose Dufour, fondatrice de La Maison de Marthe, un centre d'aide aux femmes qui souhaitent quitter la prostitution, affirme avec aplomb : « tant qu'il y aura une classe de femmes prostituées, nous serons toutes potentiellement prostituables. »

« Qu'est-ce qui amène des jeunes filles et des femmes à se prostituer? », demande Mme Dufour. Elle connaît déjà la réponse : « 90 % d'entre elles ont subi des abus sexuels et des incestes. Dans toute femme prostituée, il y a une petite fille assassinée. »



Solidarité Populaire Estrie

187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidarite@aide-internet.org

Une coalition pour une répartition équitable de la richesse.

UN MARIAGE INDIEN

Nastassia Williams

JE SUIS UNE VRAIE QUÉBÉCOISE. AVANT L'INDE, JE N'ÉTAIS ALLÉE QUE DANS UN MARIAGE : UNE SECONDE UNION APRÈS QUELQUES ANNÉES DE VIE COMMUNE. PAS DE PRÊTRE, DE JARRETIÈRE OU DE GROSSE ROBE DE PRINCESSE. JUSTE UNE PETITE CÉRÉMONIE SIMPLE ET JOLIE AVEC LES PROCHES, DANS UN JARDIN, CE QUI RÉSUME RELATIVEMENT BIEN L'EXPÉRIENCE DU MARIAGE POUR UNE LARGE PART DE MES COMPATRIOTES ISSUS DE MA GÉNÉRATION.

Je ne connaissais pas vraiment Karan et Iris lorsque j'ai reçu une invitation à leur mariage. Ces deux jeunes professionnels de New Delhi ont eu la chance de convoler avec le soutien d'une famille qui approuvait leur amour, alors que le mariage arrangé reste la norme en Inde. Je me sentais plus détendue, sachant que j'assisterais à un événement profondément désiré par les deux intéressés, et chanceuse d'être invitée dans une cérémonie qui représente probablement le rite le plus significatif de l'hindouisme. D'une semaine de festivités, j'ai assisté aux trois derniers jours. Au menu, mehndi (peinture des mains au henné) avec les femmes, célébrations avec la famille du mari, rites religieux avec la mariée et cérémonie finale, le tout agrémenté d'une orgie de nourriture dans un cadre princier.

Alors que le mariage québécois est devenu une institution souple et individualisée, le mariage indien reste le résultat de siècles de rites matrimoniaux complexes et précis. Il se doit d'être opulent et de rassembler le plus d'invités possible, dans les limites financières du père de la mariée. Malgré le fait que la dot soit illégale depuis 1961, cette pratique qui consiste à verser une contribution en argent et en matériel, en plus de donner sa fille à la famille de l'époux, est encore largement répandue. C'est pour cette raison que les Indiens disent qu'« avoir une fille, c'est comme arroser le jardin du voisin » et qu'encore au-

jourd'hui, l'avortement sélectif est couramment pratiqué. Avoir plusieurs filles peut représenter la ruine d'une famille.

Le mariage hindou, qui comporte de nombreuses variations régionales, débute avec le Makjhidham, la rencontre des familles. Traditionnellement, les époux ne se connaissent pas jusqu'à la cérémonie finale; ils sont choisis par accord entre familles d'une même caste. Il faut savoir que les mariages intercastes sont encore aujourd'hui plutôt marginaux et donnent lieu à des débats de société durs, parfois même à des drames. Dans certaines parties plus conservatrices de l'Inde, comme l'Haryana ou le Rajasthan, des meurtres d'honneur sont commis pour punir les jeunes couples souhaitant défier l'autorité parentale.

Karan et Iris nous ont offert une semaine de festivités agrémentée de festins gargantuesques, de cérémonies diverses et très codifiées rassemblant une quantité impressionnante d'invités. Pendant cette semaine, les futurs époux, qui ne devaient surtout pas se voir, ont, chacun de leur côté, affronté Bhramans et famille pour obtenir toutes les bénédictions d'usage. Mais c'est sans doute la cérémonie finale qui est la plus fascinante.

Cette cérémonie transforme n'importe quelle Québécoise un peu sceptique face aux sacrements du mariage en petite fille émerveillée. Déjà, les vêtements sont

impressionnants. Saris étincelants, étoffes chatoyantes, turbans, bijoux, paillettes, couleurs, beauté. La mariée est écrasée par une lourde Lengha rouge et incrustée de pierres scintillantes. La Lengha est constituée d'une large jupe et d'une blouse laissant souvent l'abdomen nu. Un voile brodé s'ajoute à l'ensemble en couvrant le ventre et la tête de la jeune femme. En plus d'une surabondance de bijoux, elle porte sur chaque bras une longue série de bracelets, précédemment purifiés par le Bhraman de la famille, qu'elle devra conserver sur elle pendant plusieurs semaines. Au cours de la cérémonie finale, elle recevra des bagues qu'elle portera aux orteils, ainsi que des chaînes aux pieds et de longs pendentifs aux poignets.

Le mari est vêtu du complet indien rouge ou beige et d'un turban agrémenté de fleurs lui pendant au visage. Il arrivera sur le site final du mariage sur un cheval blanc, entouré des hommes de sa famille et de ses amis qui s'arrêteront régulièrement pour danser au son des tambours. L'idée est de faire languir la mariée. Le cortège est attendu par les parents de la mariée, qui le recevront avec des offrandes, et les deux familles se joindront pour la danse.

Après cette procession rocambolesque, les deux époux s'assièrent pour de longues heures sur un trône où ils subiront une avalanche de flashs et devront écouter les commandements de l'hindouisme concernant leur avenir. L'humour étant aussi une part de la tradition, les sœurs de la promise se doivent de cacher les chaussures du futur époux, obligeant ses amis à les chercher toute la nuit. Le mariage sera finalement officiel après une seconde cérémonie, où des offrandes seront faites; le couple devra tourner sept fois



« Cette cérémonie transforme n'importe quelle Québécoise un peu sceptique face aux sacrements du mariage... »

autour du feu sacré et le mari apposera les pigments rouges sur le front de sa femme. Ils seront alors mariés, vers 3 heures du matin, le jour de leur première rencontre. Dans la majorité des foyers indiens, après le mariage, la fille quittera définitivement ses parents, frères et sœurs pour rejoindre la famille de son mari. La nouvelle venue se consacrera aux tâches domestiques et aux soins des enfants, sous la direction de sa belle-mère.

Aujourd'hui, bien que plusieurs femmes soient détentrices de diplômes universitaires et aptes à travailler de façon autonome, il n'est pas rare de voir celles-ci devenir femmes à la maison après

leur mariage, selon les désirs de leur belle-famille.

Pour terminer, si à tout hasard vous avez la chance d'assister à un tel mariage, n'oubliez surtout pas de souhaiter aux mariés beaucoup de compréhension et d'écoute. Parce que le divorce n'est pas une option en Inde. Ou du moins pas encore.

Photo : Nastassia Williams



Acteur du développement de son milieu!

admin@cdcshebrooke.com
http://www.cdcshebrooke.com

Tél.: (819) 821-5807

OWNI.FR, LES ALIENS DU JOURNALISME

Martin Gardner et Francis Poulin

EN FRANCE, DEPUIS 2009, CET OBJET WEB NON IDENTIFIÉ EST DEvenu L'ENVAHISSEUR NUMÉRO UN DU JOURNALISME DIGITAL OU, SI VOUS AIMEZ MIEUX, DU JOURNALISME PRODUIT PAR DES INTERNAUTES. IL FUT CRÉÉ EN 2009 SUITE À LA CAMPAGNE D'OPPOSITION À LA LOI HADOPI, QUI VISAIT, SELON LE RÉSEAU LA QUADRATURE DU NET, « À RÉPRIMER LE PARTAGE D'ŒUVRES CULTURELLES SUR INTERNET ».

Issu d'une poignée de cyberactivistes, Owni.fr s'est donc bâti principalement à partir d'une large base de blogueurs qui nourrissaient d'informations le vaisseau-mère et de quelques professionnels qui construisaient à partir de ces sources. Après 2 ans, c'est près de 700 collaborateurs (blogueurs, journalistes indépendants, agrégateurs) qui fournissent en données ces nouveaux professionnels du journalisme de données.

Comme le soulignait le journal Libération, c'est à « la mise en scène de l'info par des outils web » que nous convie le projet et c'est une confrérie d'une trentaine de personnes qui orchestre cette information. Aucune publicité ni aucun revenu tiré de la vente d'information. Pas d'entreprise de presse ni d'État à l'horizon. Bref, l'information circule librement dans ce véritable laboratoire d'innovations en matière d'information sur le web. Se côtoient au sein du réseau qualité de l'information, design et ergonomie, décentralisation des sources, diversité d'opinions et rigueur journalistique. C'est d'ailleurs pour ces raisons que les Online Journalism Awards l'ont couronné dans la catégorie « meilleur site en langue non anglaise ».

DU MÉDIA DE MASSE À LA MASSE DE MÉDIAS

Il s'agit donc ici de l'une des initiatives qui auront le mieux réussi à constituer ce qu'Ignacio Ramonet, journaliste connu internationalement, définit comme « le cinquième pouvoir », ce nécessaire contre-pouvoir qui serait à même de diffuser et de revendiquer les idéaux et désirs de la société civile. Owni.fr, de par sa nature agglomérante, réussit à retenir assez de la masse de médias créée par la révolution Internet pour s'opposer au quatrième pouvoir.

Il ne faut par contre pas négliger l'élément quantitatif qui donne une longueur d'avance à ce dernier. Si on les compare aux 2 millions d'abonnés au compte Twitter du New York Times, il ne fait aucun doute que les quelque 5000 visiteurs quotidiens d'Owni.fr ne créent pas l'effet domino nécessaire pour permettre la diffusion démocratique à laquelle le « cinquième pouvoir » aspire. Ceci dit, le modèle d'affaires des médias de masse n'en a que pour quelques années encore et le modèle innovateur qu'Owni.fr a su mettre de l'avant, avec son expertise propre, a tout pour faire pencher la balance.

La masse de médias, qui s'impose peu à peu avec la prolifération des blogues, des médias sociaux, des fils de nouvelles et du développement des outils d'« intelligences collectives » tels que Wikipédia, change en temps réel le paysage médiatique. L'élément le plus convainquant de ce changement réside dans les valeurs que portent ces nouvelles formes de communication : collaboration, interactivité, diversité, transparence et économie sociale. C'est un renversement total des valeurs qui dominent l'univers des médias et qui le structurent. Le 21^e siècle verra naître, si des projets comme Owni.fr se maintiennent et sont utilisés, un cinquième pouvoir avec de la gueule... et du mordant.

Les auteurs travaillent pour le Collectif régional d'éducation sur les médias d'information (CRÉMI).



Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour plus d'information : (819) 346-0101

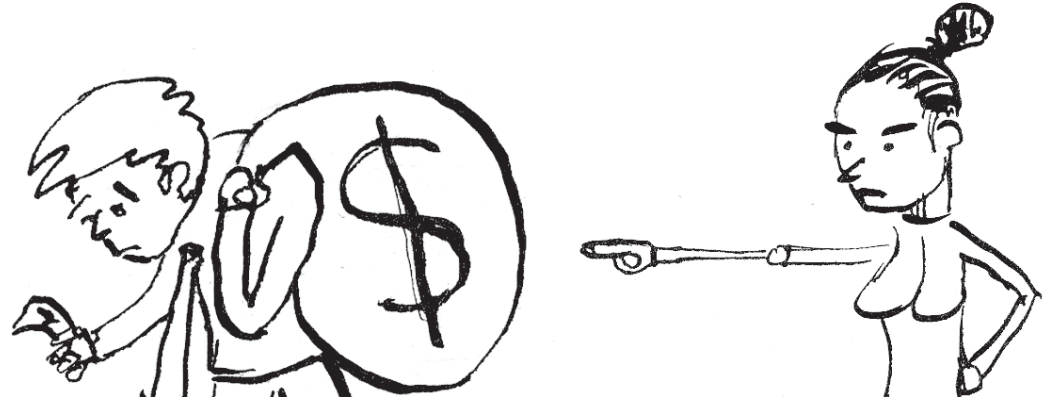


Illustration : Etienne Ménard

NE LE DIS PAS AUX FEMMES. LA CORRUPTION A-T-ELLE UN SEXE?

Dominique Scali

LES SCANDALES AUTOUR DU FAVORITISME ET AUTRES ÉCHANGES D'ENVELOPPES BRUNES AURONT FAIT COULER BEAUCOUP D'ENCRE EN 2010, ET ON COMMENCE À PEINE À PARLER DE LA DÉSINVOLTURE FINANCIÈRE DES DICTATEURS DÉCHUS. À L'HEURE OÙ LES POUVOIRS POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE NE SONT PLUS L'APANAGE UNIQUE DES HOMMES, LES FEMMES CONTINUENT D'ÊTRE DÉPEINTES COMME LES GARDIENNES NATURELLES DE L'ÉTHIQUE. MAIS SONT-ELLES RÉELLEMENT MOINS TENTÉES QUE LES HOMMES PAR LA CORRUPTION?

« Ne me pose pas de question sur mes affaires », disait Michael Corleone à sa femme dans Le Parrain. Autrement dit, le business mafieux n'est pas l'affaire des femmes. Il faut épargner leurs sensibilités morales pour que les matrones puissent continuer de garder le nid familial dans la stabilité et l'insouciance. C'était là un tableau des années 1940, mais notre imaginaire collectif continue de nous chuchoter que les femmes préfèrent rester à l'écart des transactions douteuses et des pactes d'assassinat.

C'est d'ailleurs le portrait que continue de véhiculer le cinéma américain malgré lui. Une étude publiée en 2008 portant sur 291 films policiers a montré que les protagonistes féminins et masculins ne sont pas confrontés aux mêmes épreuves. Le policier qui partage certains attributs avec le criminel qu'il pourchasse, l'agent qui doit résister à la tentation de la corruption... Voilà des thèmes qui ne sont à peu près pas abordés lorsque le héros principal est une héroïne.

ET S'IL Y AVAIT DU VRAI LÀ-DESSOUS?

C'est bien connu : de façon générale, les hommes sont plus nombreux à participer à des activités criminelles. La corruption n'est toutefois pas une infraction comme les autres. Elle ne nécessite pas nécessairement d'acte violent et n'a parfois pas de victime apparente.

La journaliste Pascale Navarro a interviewé plusieurs politiciennes québécoises pour concocter son livre Les femmes en politique changent-elles le monde? Il en ressort

que les femmes ont l'impression de déplorer le manque d'éthique et de transparence plus que ne le font leurs collègues masculins. C'est aussi ce qu'a découvert un collectif de chercheurs en réalisant, en 2004, un sondage dans 39 pays: les femmes ont tendance à percevoir leur nation comme étant plus corrompue que les hommes.

Celle qui incarne le mieux la politicienne intouchable et incorruptible est sans doute Michelle Bachelet, présidente de la République du Chili jusqu'en 2009. Dans une entrevue avec le quotidien El País, elle dit n'avoir jamais pensé faire modifier la constitution du pays afin de rester au pouvoir, contrairement à son homologue vénézuélien Hugo Chavez. À son avis, les femmes n'ont pas « l'attrance fatale pour le pouvoir » que ressentent beaucoup d'hommes avant de se transformer en « petits dictateurs ». Elles rechercheraient davantage le consensus et le bien commun.

L'ŒUF OU LA POULE

En 2001, deux études ont démontré qu'il y avait une corrélation entre la proportion de femmes dans une législature et l'indice de corruption d'un pays, les femmes se trouvant en plus grand nombre dans les pays moins corrompus. Les chercheurs ont donc conclu qu'il existe une différence entre les hommes et les femmes en ce qui a trait à la tolérance à la corruption, donc que la présence féminine serait souhaitable pour favoriser l'honnêteté des gouvernements.

Toutefois, ce n'est pas parce qu'on s'indigne qu'on peut changer les choses. Est-ce vraiment la présence des femmes qui décourage

la corruption, ou n'est-ce pas les systèmes moins corrompus qui les incluent davantage?

En terre québécoise, Pascale Navarro constate que la présence des femmes en politique « n'a pas encore eu d'impact sur certaines mœurs, dont le financement des partis. » Ainsi, les femmes ont une influence sur le contenu des débats, mais depuis leur arrivée, rien n'a changé dans la façon dont se font les jeux politiques.

CES MEXICAINES AVEC BADGE: UN SCÉNARIO DIGNE DE HOLLYWOOD

Au Mexique, les forces policières ne sont pas synonymes de paix et d'ordre. Là où la corruption est profondément enracinée dans les institutions, la confiance envers les autorités est au plus bas. La mairie de Mexico a alors mis sur pied Les Dianas, une escouade policière composée entièrement de femmes qui ont pour tâche de surveiller le centre historique de la capitale.

Superstars malgré elles, deux policières ont fait les manchettes cet hiver en devenant chefs de police de petites bourgades meurtrières: Marisol Valles Garcia, 20 ans, et Erika Gandara, 28 ans. Gandara était d'ailleurs la dernière représentante de l'ordre à Guadalupe, alors que tous ses comparses masculins avaient démissionné. C'est que le nord du Mexique, et plus particulièrement sa zone frontalière avec les États-Unis, est si gangrené par les activités criminelles et les guerres dues au narcotraffic que plusieurs municipalités de la région font face à des vagues de démissions et d'arrestations massives de policiers, laissant la place... aux femmes!

Mais devant le calvaire mexicain, peut-être vaut-il mieux éviter de rêver d'un happy ending qui n'est pas près d'arriver. Erika Gandara a été enlevée chez elle le 26 décembre dernier. À ce jour, son corps n'a pas été retrouvé et la ville de Guadalupe demeure sans policiers, ni hommes ni femmes.

AVANT QUE ÇA DÉRAILLE!

BRAVANT LA PLUIE, LE VENT, LE FROID, LA NEIGE, MAIS AUSSI QUELQUES AUTOMOBILISTES MOINS COMPRÉHENSIFS, LE GROUPE DE L'ACTION CITOYENNE À VÉLO « AVANT QUE ÇA DÉRAILLE! », EN PROVENANCE DE SHERBROOKE, A PÉDALÉ PRÈS DE 300 KILOMÈTRES POUR SE RENDRE À L'HÔTEL DU PARLEMENT, À QUÉBEC, POUR DÉMONTRER SES PRÉOCCUPATIONS FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES. EN COMPAGNIE D'AUTRES CYCLISTES DE MONTRÉAL, LA POCA-TIÈRE, SAGUENAY, RIMOUSKI, RIVIÈRE-DU-LOUP, QUÉBEC, GASPÉ, CAP-AU-RE-NARD, ST-JEAN-SUR-RICHELIEU ET ST-FÉLICIEN, ILS ONT DÉPOSÉ UN MÉMOIRE DONT LA PROPOSITION PRINCIPALE EST LA SUIVANTE :

« ACCROÎTRE LES INCITATIFS FINANCIERS ENVERS LES MUNICIPALITÉS AFIN QU'ELLES DÉVELOPPENT UN RÉSEAU CYCLABLE RÉELLEMENT UTILITAIRE SUR LEUR TERRITOIRE, AINSI QUE L'INTERMODALITÉ ENTRE TRANSPORTS ACTIFS ET COLLECTIFS, AU NIVEAU LOCAL ET INTERURBAIN. »



PUBLIREPORTAGE

VOTRE VIEUX FRIGO POURRAIT CONSOMMER JUSQU'À **4,8 FOIS PLUS D'ÉNERGIE** QU'UN NOUVEL APPAREIL HOMOLOGUÉ ENERGY STAR®!

500 000 DEUXIÈMES RÉFRIGÉRATEURS ENCORE BRANCHÉS !

Saviez-vous que ce vieux deuxième appareil, que vous n'utilisez qu'à l'occasion, consomme beaucoup d'énergie ? Même s'il est la plupart du temps pratiquement vide, il est toujours branché et utilise de l'électricité à longueur d'année ! En vous en défaisant, vous pourrez économiser beaucoup d'énergie et faire un geste positif pour l'environnement.

Déjà près de 300 000 réfrigérateurs et congélateurs visés ont été ramassés. Les consommateurs québécois qui ont profité du programme pour se départir de leurs vieux appareils ont donc réduit leur consommation d'énergie.

Ils ont ainsi fait un geste positif pour l'environnement, car les appareils mis hors service sont recyclés à 95 %.

Faites comme eux et recevez un chèque de 30 \$ par appareil remis.

FAITES APPEL À RECYC-FRIGO DÈS MAINTENANT !

Vous avez un deuxième frigo, un de ces dévoreurs d'énergie ? Vous voulez faire un geste positif et contribuer à réduire notre consommation d'énergie, pour votre bien et celui de la société québécoise ?

Vous avez déjà participé ? Vous voulez vous débarrasser d'un deuxième ou même d'un troisième appareil ? Vous pouvez le faire puisque la limite est maintenant de trois appareils par foyer.

RIEN DE PLUS FACILE !

RECYC-FRIGO offre un service gratuit de collecte à domicile des appareils qui :

- ont plus de dix ans,
- sont toujours fonctionnels et branchés et
- ont un volume de 10 à 25 pi³.



Si vos appareils remplissent ces conditions, il vous suffit de prendre rendez-vous en remplissant en ligne un formulaire de collecte au

www.recyc-frigo.com ou en composant le **1 888 525-0930**

RECYC-FRIGO ENVIRONNEMENT, UN PROGRAMME ÉCORESPONSABLE

Le programme RECYC-FRIGO contribue non seulement à nos efforts collectifs en efficacité énergétique, mais aussi à la protection de l'environnement. En effet, 95 % des matières que contiennent les appareils récupérés sont traitées selon une technologie novatrice, au Québec.

Le programme RECYC-FRIGO est une initiative d'Hydro-Québec. Hydro-Québec fera parvenir un chèque de 30 \$ au propriétaire de l'appareil, une fois celui-ci récupéré. Les appareils commerciaux ne sont pas admissibles. Hydro-Québec se réserve le droit de mettre fin à ce programme sans préavis. Certaines restrictions peuvent s'appliquer.

